



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 30 janvier 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 22
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 23 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi trente janvier à quatorze heures et trente minutes, les membres de la Communauté de Commune du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac) à Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac)

Absents excusés :

Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage)

Absents :

M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Convention d'entente pour la mise en œuvre du futur syndicat de préfiguration du Parc naturel régional des marais littoraux charentais

*Coopération
interterritoriale*

Monsieur Jean-Marie PETIT, Vice-Président chargé de la gestion des zones humides et de la valorisation des marais expose :

La mise en place d'un outil permettant la gestion et la valorisation des zones humides rétro-littorales de Charente-Maritime nourrit depuis plus de 15 ans la réflexion des collectivités sur les territoires des marais de Seudre, de Brouage et de Rochefort.

Différentes démarches ont progressivement créé une logique d'échange et de coopération entre les territoires des Communautés d'agglomération Rochefort Océan, Royan Atlantique et de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes (DLAL-FEAMP, Contrat de ruralité, Contrat territorial régional...).

En 2018, par le biais d'une entente intercommunautaire et afin de renforcer cette dynamique, les 3 EPCI ont engagé une étude d'opportunité en faveur de la création d'un Parc naturel régional.

Transmis à la Région, le rapport d'opportunité initial a fait l'objet d'un addendum en 2023 afin de revoir le périmètre et consolider l'argumentaire, sur quoi la Région Nouvelle-Aquitaine a donné un avis favorable au projet par délibération le 11 décembre 2023. Le projet s'inscrit dorénavant sur 67 communes regroupant 180 000 habitants sur 1500 km² et intègre deux pôles urbains de taille moyenne : Rochefort et Royan.

Dès lors, il s'agit de résilier la convention d'entente adoptée en 2018 et d'en conclure une nouvelle afin de l'adapter aux échéances à venir et notamment la mise en œuvre effective du futur syndicat de préfiguration (sa composition, ses statuts possibles, son fonctionnement...) tout en initiant le travail de concertation préalable avec l'ensemble des acteurs socio-économiques et habitants en vue de la construction de la future charte de Parc.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 5221-1 et L. 5221-2 relatifs à la constitution et aux règles de fonctionnement des ententes ;

Vu la convention constitutive de l'Entente intercommunautaire pour la préfiguration d'un parc naturel régional des marais littoraux de Rochefort, Marennes et Royan, approuvée par le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes le 15 novembre 2017 et signée en 2018 et sa faculté de résiliation à la demande d'un EPCI membre ;

Vu l'étude d'opportunité pour la création d'un parc naturel régional sur les marais du littoral charentais menée entre 2019 et 2021 sur le territoire des trois EPCI, présentée par l'entente intercommunautaire à la Région Nouvelle Aquitaine en novembre 2021 ;

Vu le complément apporté à cette étude déposé en septembre 2023 et relatif à l'ajustement du périmètre du projet de parc naturel régional et à la consolidation de l'argumentaire ;

Vu la délibération 2023.2104.SP du 11 décembre 2023 du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine approuvant le dossier d'opportunité du Parc Naturel Régional des marais du littoral charentais et son complément, le périmètre d'étude et les modalités de l'association à l'élaboration de la charte du PNR des marais du littoral charentais des collectivités territoriales concernées et de leurs groupements ainsi que celles de la concertation avec les partenaires intéressés ; prescrivant l'élaboration de la charte du Parc Naturel Régional des marais du littoral charentais engageant ainsi la procédure de création de celui-ci ; sollicitant auprès de l'Etat l'avis d'opportunité sur le projet de ce Parc Naturel Régional ;

Considérant la nécessité de résilier la convention d'entente existante pour conclure une nouvelle convention d'entente intercommunautaire adaptée aux échéances à venir et notamment à la mise en œuvre effective du futur syndicat de préfiguration ;

Considérant le projet de convention constitutive d'une Entente Intercommunautaire entre les Communautés d'agglomérations Rochefort Océan, Royan Atlantique, et la Communauté de Communes du Bassin de Marennes à effet du 1^{er} mars 2024, déterminant les modalités de coopération et d'intervention de chacune des parties dans ce nouveau contexte et prévoyant notamment :

- La création d'une conférence intercommunautaire composée de trois commissions constitutives, représentant chacune les EPCI dont elles sont l'émanation, et dans lesquelles siègent trois représentants désignés par les organes délibérants des 3 EPCI parmi leurs membres ;
- Le recrutement, pour le compte de l'entente, d'un chef de projet à compter du 1^{er} avril 2024 par la Communauté de communes du Bassin de Marennes, désignée comme « animateur de l'entente » ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-Président et après en avoir délibéré,

DECIDE

- De résilier la convention constitutive de l'Entente intercommunautaire pour la préfiguration d'un parc naturel régional des marais littoraux de Rochefort, Marennes et Royan, approuvée par le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes le 15 novembre 2017 et signée en 2018 ;
- D'approuver le projet de convention constitutive d'une Entente Intercommunautaire entre les Communautés d'agglomérations Rochefort Océan, Royan Atlantique, et la Communauté de Communes du Bassin de Marennes dénommée « Entente intercommunautaire pour la création d'un parc naturel régional sur les marais du littoral charentais » à effet du 1^{er} mars 2024, et son annexe financière, et d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout document afférent ;
- De dire que seront désignés au prochain conseil communautaire, après appel à candidature, les conseillers communautaires représentant la communauté de communes du Bassin de Marennes au sein de la conférence intercommunautaire de l'entente ;
- D'autoriser le Président à recruter un chef de projet à compter du 1^{er} avril 2024 sur la base d'un contrat de projet et de prendre toutes les dispositions relatives au recrutement ;
- D'inscrire les recettes et dépenses au budget.

ADOpte A LA MAJORITE

Pour : 23

Contre : 10

Abstention : 1
(M. Richard GUERIT)

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.